

Pour le service public contre le terrorisme

Une dizaine de jours après les attentats meurtriers qui ont secoué notre pays, l'UGFF-CGT réitère sa condamnation ferme et totale de cette barbarie sanglante et de ceux qui l'ont fomentée et accomplie.

Nous voulons également saluer la mémoire des victimes, redire notre solidarité avec leurs familles et leurs proches.

Parce que le temps de l'émotion, du deuil et du recueillement constituait une évidence incontournable, nous avons naturellement choisi de marquer une pause dans une partie de notre démarche revendicative.

Mais, bien entendu, cette suspension perdrait sa pertinence si elle se prolongeait. Pire même, elle ferait ainsi le jeu des meurtriers que nous combattons.

Des dispositions hautement critiquables :

Face à la situation exceptionnelle et dramatique que nous connaissons, il ne s'agit pas de sombrer dans un angélisme béat.

C'est pourquoi, il ne saurait être question de s'opposer à des mesures renforçant la sécurité des salarié-e-s et plus largement des citoyen-ne-s.

Affirmer cela ne saurait être synonyme d'accepter la prolongation de l'état d'urgence et une réforme de la Constitution générant des mesures attentatoires aux libertés publiques : droit de manifester, droit de réunion, effacement du pouvoir judiciaire au profit du pouvoir administratif et plus particulièrement des préfets...

Au contraire, la réponse de la République à toutes les agressions fascistes doit passer obligatoirement par un renforcement de la démocratie sociale et politique.

Plus globalement, l'UGFF reprend pleinement à son compte les déclarations de la CGT :

*** « La CGT réaffirme ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité, nécessaires au bien vivre ensemble. Elle s'insurge contre l'invitation du front national à l'Élysée. Elle refuse toute stigmatisation des étrangers et amalgame entre immigration et terrorisme ».**

**** « Ce n'est pas une quelconque modification de la constitution qui permettra de tarir les sources de financement et d'armement des terroristes. Il faut d'ailleurs souligner que l'État français est le 2^{ème} pays vendeur d'armes au monde, devant la Russie et la Chine. La CGT exige l'arrêt de tout commerce d'armes avec les États qui entretiennent des liens avec les**

terroristes. Elle demande que la priorité soit donnée à la recherche de solutions multilatérales dans le cadre de l'ONU ».

Le rôle irremplaçable des services publics :

Il ne se trouve quasiment personne pour nier cette forte évidence : les services publics et les femmes et les hommes qui les composent ont agi de manière formidable dans ces circonstances tragiques.

Le dévouement solidaire des personnels dans l'accomplissement de leurs missions d'intérêt général et d'exigences vitales pour la population a permis - et permet encore - de rendre un peu moins dramatique la situation et de participer activement à la remise en marche et en cohérence de la société.

Du coup, François Hollande et Manuel Valls ont annoncé des mesures touchant aux effectifs de la Fonction publique.

C'est ainsi que, sur deux ans, 5000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes seraient créés, ainsi que 2500 postes supplémentaires à la Justice, 1000 aux Douanes. Par ailleurs, les 9200 suppressions d'emplois de militaires prévues de 2017 à 2019 seraient annulées.

Même s'il faudra regarder de près pour vérifier que les 8500 créations d'emplois annoncées sont de véritables créations nettes - et pas des redéploiements ou des tours de passe-passe budgétaires - et si cela ne signifiera pas d'inacceptables suppressions supplémentaires dans d'autres secteurs, l'UGFF ne saurait être hostile à ces mesures.

Ceci étant, même pour les secteurs concernés, le nombre d'emplois envisagé demeure insuffisant.

Mais, surtout, ce qui est clairement ciblé par ce dispositif relève exclusivement des missions sécuritaires, voire d'une logique de guerre que l'UGFF-CGT récuse.

Or, lors des attentats, pour ne citer qu'un exemple, tout le monde a pu constater, une fois de plus, l'action essentielle de l'hôpital public et de ses agents. Pourtant, pas un mot du Président et du Premier ministre pour annoncer une rupture dans les politiques d'austérité qui étranglent la santé publique.

Combattre le terrorisme, provoquer son extinction durable, cela ne peut en aucun cas être réductible à une seule logique d'affrontement.

Il est indispensable de réhabiliter les missions de contrôle des administrations et des ministères de la Fonction publique de l'État pour lutter de manière efficace contre toutes les formes de criminalité économique, financière et fiscale.

Il faut reconstruire du lien social, offrir à la jeunesse de véritables perspectives d'avenir, accompagner les citoyens en difficulté, irriguer culture et éducation partout et pour tous.

Pour cela, les services publics, la Fonction publique ont un rôle irremplaçable à jouer. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on attend toujours - et avec impatience - les premiers signes annonciateurs d'un changement politique répondant à cette exigence, ce qui implique une rupture avec les objectifs poursuivis au titre de la Révision Générale des Politiques Publiques, de la Modernisation de l'Action Publique, de la Réforme de l'Administration Territoriale de l'État.

Les annonces gouvernementales signifiant que le pacte de stabilité ne constitue plus un horizon indépassable doivent trouver des traductions immédiates dans les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale 2016.

Plus que jamais, l'UGFF-CGT continuera son combat pour une Fonction publique de plein exercice au service de l'intérêt général, dotée des moyens humains et de fonctionnements indispensables à l'accomplissement de ses missions, avec un Statut Général renforcé et rénové.

Montreuil, le 23 novembre 2015

Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT
263, Rue de Paris – Case 542 – 93514 Montreuil Cedex Téléphone : 01.55.82.77.56.
Mel : ugff@cgt.fr Site : <http://ugff.cgt.fr>